Brésil: 20 ans ce n'est rien?

Par Guillermo Alvarado

Le mécontentement grandit au Brésil après l'approbation par le Sénat, du projet du président putschiste Michel Temer qui met un plafond aux dépenses publiques durant les 20 prochaines années, ce qui équivaut à sacrifier les secteurs les plus démunis du pays. Le prétexte avancé: réduire le déficit fiscal, équilibrer les comptes de l'État et contrôler la dette extérieure.

Pour comprendre exactement ce qui est arrivé, imaginons la scène suivante: une famille nombreuse est réunie. Les parents informent leurs enfants qu'ils dépensent plus que ce qu'ils ont, de telle sorte qu'à partir de maintenant on devra manger moins et des aliments d'une qualité inférieure. Si quelqu'un tombe malade, on en pourra pas l'amener chez le médecin. On se contentera de remèdes faits maison. L'argent destiné aux études est limité et que certains d'entre eux devront abandonner l'école.

Maman, papa et les oncles maintiendront cependant leur train de vie, leurs dépenses. Ils continueront de partir en vacances à l'étranger, ils conserveront leurs voitures chères et d'autres privilèges. Pour leur éviter des sacrifices douloureux, leurs apports aux dépenses familiales pourraient être baissés.

C'est à peu près, ce qui est arrivé au Brésil. Temer est l'auteur de cette “brillante idée”, qui a été appuyée par les mêmes sénateurs qui l'ont aidé à consommer sa trahison et à renverser la présidente légitimement élue, Dilma Rousseff.

Désormais, l'État sera presque invisible dans des secteurs vitaux comme la santé, l'éducation, le logement, les services indispensables d'électricité, d'eau, de drainages, du réseau routier.

Certes, lorsque la situation économique n'est pas bonne, il faut faire des rajustements, mais ce qui est inexplicable c'est que ce soient les pauvres ceux qui sont punis, alors que les riches continuent à bénéficier de tous leurs bénéfices et privilèges et que les scandales de corruption continuent de saupoudrer les hauts milieux du gouvernement et du Parlement.

La veille José Yunes, assesseur et ami personnel de Temer durant plus de 50 ans, a démissionné lorsqu'il a été révélé qu'il a reçu des pots de vin de l'entreprise Odebrecht.

Le président par intérim serait impliqué dans cette affaire. Il aurait bénéficié d'au moins 3 millions de dollars en 2014, tout comme le leader au Sénat du parti au pourvoir.

Une fois que la nouvelle de l'approbation de de rajustement fiscal a été connue, des milliers de personnes sont descendues dans la rue dans 14 villes pour protester y compris Río de Janeiro, Belo Horizonte et Porto Alegre. Dans la plupart de ces villes, des accrochages ont eu lieu entre les manifestants et la police.

S'il faut équilibrer les finances, pour quoi les impôts de ceux qui possèdent plus ne sont pas augmentés ?, pourquoi les juteux salaires des parlementaires ne sont pas baissés ? Ces personnages gagnent plus de 10 000 dollars par mois, cela sans compter les viatiques. Pourquoi les pauvres doivent-ils payer pour les riches?

Michel Temer se trompe en pensant que comme dit le refrain d'un vieux tango 20 ans ce n'est rien. Son taux d'impopularité ne cesse de s'accroitre. À vrai dire nous ne pensons pas qu'il verra depuis son siège de président, la fin de cette histoire où la trahison, la convoitise du pouvoir, l'ambition démesurée lui ouvrent le chemin de l'enfer.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/115602-bresil-20-ans-ce-nest-rien

Radio Habana Cuba